



**Conseil Economique  
et Social**

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1991/88  
11 mars 1991

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

---

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Quarante-septième session  
Point 20 de l'ordre du jour

DROITS DES PERSONNES APPARTENANT A DES MINORITES NATIONALES,  
ETHNIQUES, RELIGIEUSES OU LINGUISTIQUES

Note verbale datée du 5 mars 1991, adressée au Centre pour  
les droits de l'homme par la Mission permanente de la Bulgarie  
auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

La Mission permanente de la République de Bulgarie auprès de l'Office des Nations Unies et des organisations internationales à Genève présente ses compliments au Secrétariat du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et a l'honneur de demander que le texte joint en annexe à la présente note soit distribué en tant que document de la prochaine session du Groupe de travail à composition non limitée chargé d'étudier le texte d'un projet de déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales, ethniques, religieuses ou linguistiques.

Clarification  
de la part de la délégation bulgare

28 février 1991

1. La délégation de la République de Bulgarie apprécie hautement les efforts des pays ayant participé au Groupe de travail à composition non limitée de la Commission des droits de l'homme. Ces efforts représentent un pas considérable vers la promotion ultérieure des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que vers le respect de tous les droits individuels.

2. En l'absence de toute définition, l'utilisation du terme "minorités nationales" et toutes les dispositions concernant les droits d'individus appartenant à de telles minorités, là où elles existent et comprenant d'autres groupes similaires, ne sauraient être interprétés comme dégageant un Etat Membre de l'application des normes internationales relatives aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales, ni comme contredisant de quelque manière que ce soit les principes de l'égalité souveraine, de la non-violation des frontières et de l'intégrité territoriale des Etats.

3. La Bulgarie réitère son empressement à continuer de contribuer à l'aboutissement fructueux des travaux du Groupe de travail à composition non limitée. Elle déclare que les textes adoptés à ce jour ne sauraient nullement porter préjudice au droit du Parlement bulgare, élu librement et démocratiquement, à examiner ces dispositions et à fixer des moyens juridiques et autres pour leur application en accord avec la volonté souveraine du peuple bulgare.

---